

Des technologistes médicaux interpellent le ministre Barrette

Stéphane St-Amour stephane.st-amour@tc.tc
Publié le 21 mars 2017



Quelques technologistes médicaux de l'Hôpital de la Cité-de-la-Santé ont manifesté timidement à l'heure du midi, le 21 mars. ©Photo TC Media – Mario Beauregard

RÉFORME. Le Syndicat représentant les technologistes médicaux des régions Laval-Laurentides-Lanaudière demande au ministre de la

Santé, Gaétan Barrette, de surseoir à sa décision de centraliser les analyses de laboratoire en un seul endroit.

À la Cité de la Santé, une poignée des 120 technologistes qui y travaillent a manifesté timidement, mardi midi, leur opposition au projet OPTILAB.

Ce projet, qui devrait se mettre en branle à compter du 1er avril, consiste en une réorganisation des laboratoires de biologie médicale en les fusionnant au profit de 11 grappes à travers la province.

Inquiétudes

La représentante syndicale Véronic Lapalme craint non seulement une perte d'expertise et d'emploi, mais s'inquiète aussi pour la qualité des échantillons.

«Nous n'avons reçu aucune garantie que la sécurité des échantillons sera assurée», explique-t-elle en parlant des prélèvements qui seront transportés sur des centaines de kilomètres.

Elle en veut pour exemple les 217 kilomètres qui sépareront le centre de prélèvement d'un usager de Mont-Laurier du laboratoire serveur qui analysera ses échantillons, à Laval.

«Ces distances sont inquiétantes quand on sait que plus on déplace un échantillon, plus on risque de l'endommager», poursuit Mme Lapalme, porte-parole régionale de l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS).

Cette organisation syndicale regroupe à elle-seule 4922 technologistes partout au Québec, dont 350 besognent dans une douzaine de laboratoires disséminés dans Laval, Laurentides et Lanaudière.



Il est prévu que l'Hôpital de la Cité-de-la-Santé regroupe la douzaine de laboratoires de biologie médicale que l'on compte dans les régions de Laval, Laurentides et Lanaudière. Actuellement, 120 des 350 technologistes de ces trois régions y travaillent. ©Photo TC Media – Archives

«Sans compter que les systèmes informatiques sont incompatibles entre eux et que les établissements serveurs n'ont pas la capacité physique de recevoir les milliers de nouveaux échantillons qui déferleront à la suite de l'implantation d'OPTILAB», ajoute-t-elle.

Transparence

L'APTS demande au ministre Barrette de rendre public le rapport découlant d'un mandat qui aurait été confié en 2013 à une équipe de chercheurs universitaires.

Selon l'Alliance, l'étude commandée par le Ministère de la Santé et des Services sociaux visait à planifier les routes et les exigences de transport que requièrent les échantillons de biologie médicale.

«Qu'il cesse de cacher de l'information et fasse enfin preuve de transparence. La qualité des services à la population est en jeu», termine Véronic Lapalme.